

Procès-verbal de séance du 23 Juin 2025

L'an 2025 et le 23 Juin à 18 heures 30 minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en MAIRIE sous la présidence de MATTELLINI Gabrielle Maire

Présents : Mme MATTELLINI Gabrielle, Maire, Mmes : FLEURY Elisabeth, JORSIN Fabienne, MM : COSNIER Fabrice, CROMARIAS David, CUROT Sébastien, DE SOUSA MACHADO Alexandre, DEJARDIN Philippe, JACQUIN Emmanuel, JOURDE Stéphane

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 10
- Présents : 9

Absente : Elisabeth Fleury

Date de la convocation : 10/06/2025

Date d'affichage : 10/06/2025

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture le : 04/07/2025

et publication ou notification sur le site internet le 04/07/2025

A été nommé(e) secrétaire : DEJARDIN Philippe

Lecture du précédent PV du conseil municipal

Ordre du jour

- 1/Avis de la commune sur le projet arrêté du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Pays Fort Sancerrois Val de Loire
- 2/Approbation du nombre et de la répartition des sièges de conseillers communautaires dans le cadre d'un accord local
- 3/Adhésion à la mission Archives du Centre départemental de gestion du Cher

1/Avis de la commune sur le projet arrêté du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Pays Fort Sancerrois Val de Loire

La Communauté de Communes Pays Fort Sancerrois Val de Loire a engagé l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), document d'urbanisme qui remplacera à terme les documents communaux existants. Il fixe les grandes orientations d'aménagement du territoire intercommunal, en s'appuyant sur 3 axes majeurs, déclinés ensuite en 17 objectifs, 47 orientations et 187 actions. Les 3 axes sont

les suivants :

- AXE 1 : assumer les spécificités du territoire, pour en faire des supports d'attractivité et de rayonnement
- AXE 2 : consolider l'unité du territoire pour plus de proximité
- AXE 3 : s'adapter aux changements sociétaux, pour les générations futures

Le PLUi comprend les documents suivants :

- Le rapport de présentation,
- Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD),
- Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP),
- Le règlement écrit et graphique,
- Les annexes.

Ces documents ont été fournis aux conseillers municipaux via le lien de téléchargement suivant:

https://drive.google.com/drive/folders/1uuM1MSHb6YpFuqW-EFSIcaNTrdq-n0KP?usp=drive_link

Le projet de PLUi a été arrêté par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 avril 2025.

L'ensemble des 36 communes a été pleinement associé à l'élaboration du document, notamment à travers du Comité de Pilotage comprenant 1 référent PLUi pour chaque commune.

Conformément aux dispositions des articles L. 153-16 et suivants du Code de l'urbanisme, les communes membres sont consultées pour avis sur le projet arrêté, préalablement à l'enquête publique.

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L 153-1 et suivants, R151-1 et suivants et R 153-1 et suivants ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 29 juin 2017 arrêtant les modalités de la collaboration avec les communes membres ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 29 juin 2017 par laquelle le conseil communautaire a prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme et fixé les modalités de concertation avec le public ;

VU la délibération du conseil communautaire du 15 septembre 2022, venant préciser les modalités de concertation du PLUi.

VU la délibération du conseil communautaire du 17 mars 2022 actant le premier débat sur les orientations générales du PADD qui s'est tenu en séance du conseil communautaire ;

VU la délibération du conseil communautaire du 12 décembre 2024 actant le second débat sur les orientations générales du PADD qui s'est tenu en séance du conseil communautaire ;

Vu la délibération du conseil Communautaire du 24 avril 2025, tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de PLUi.

VU le dossier de projet de PLUi tel qu'annexé à la présente délibération ;

Le Conseil municipal, après avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du dossier, et après en avoir délibéré,

DÉCIDE, à l'unanimité (9 voix pour, 0 contre, 0 abstentions) :

Article 1 :

De **donner un avis avec observation** au projet arrêté du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de Communes Pays Fort Sancerrois Val de Loire.

Article 2 :

Les changements de destination :

Pour le bâtiment de la parcelle B1805, il est demandé à ce que les destinations permises soient les suivantes : Logement.

Il est demandé de modifier le nom de la parcelle, qui ne correspond pas au cadastre. La parcelle concernée est la B1805, et non A 1805.

Pour les bâtiments dans le val, sur la parcelle A101, le PPRI n'interdit pas les changements de destination à destination d'activité, à condition de respecter une hauteur planchée. Cependant les destinations habitat ne sont pas autorisées dans ce secteur.

Il est donc demandé de modifier les destinations permises, en relation avec le règlement du PPRI, soit d'autoriser la destination artisanat, bureaux, activités de service et restauration déjà présent sur le site, mais d'interdire le reste des destinations. »

8	Le <u>changement de destination</u> d'une construction existante en vue de la transformer en bâtiment à usage d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou de services	Le niveau de plancher des bâtiments à usage d'activités résultant d'un <u>changement de destination</u> doit être situé à 0,50 m au moins au-dessus du niveau du terrain naturel. Les <u>changements de destination</u> ne doivent pas avoir pour effet de créer une activité industrielle supplémentaire, d'augmenter la capacité d'accueil des établissements recevant du public ou de créer un établissement recevant du public supplémentaire.
---	---	---

Inventaire du stationnement :

Mairie : deux places standard et une place PMR

Rue de l'Église : une place PMR

Place du 25 juin 1944 : trois places standard et une place de taxi

Petit patrimoine :

Calvaire du bourg : propriété privée

Lavoir de la Fontaine Pauline et sa source : l'état général sera BON à la fin de la restauration il faudra mettre une nouvelle photo

Lavoir de Fretoy et square Marcel Candré : idem

À rajouter :

Stelle de la place du 25 juin 1944 : très bon état (inauguration en 2024 pour les 80 ans de la libération), public

Monument commémoratif route RD 202 vers petite rivière, public et bon état

Article 3 :

Le présent avis sera transmis à la Communauté de Communes Pays Fort Sancerrois Val de Loire, élaborant le projet de PLUi.

Article 4 :

Madame le Maire est chargée de l'exécution de la présente délibération.

2/Approbation du nombre et de la répartition des sièges de conseillers communautaires dans le cadre d'un accord local

Vu l'article L 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2024-1276 du 31 décembre 2024 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion, et des collectivités de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon applicables au 1^{er} janvier 2025 ;

Considérant que la commune de Thauvenay est membre de la communauté de communes Pays Fort Sancerrois Val de Loire ;

Considérant que les communes ont jusqu'au 31 août 2025 pour délibérer sur la répartition des sièges de conseillers communautaires au sein de leur EPCI à fiscalité propre de rattachement, par un accord local ;

Considérant qu'un accord local doit être validé par accord des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus de la moitié de la population de celles-ci ou de la moitié au moins des

conseils municipaux des communes membres représentant plus des deux tiers de la population de celles-ci. Cette majorité doit comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population des communes membres ;

Considérant qu'en cas d'accord local, le nombre total de sièges ne peut excéder de plus de 25% le nombre de sièges qui serait attribué en application des III et IV de l'article L 5211-6-1 et que la répartition des sièges effectuée par l'accord respecte les modalités prévues au 2° du même article ;

Considérant qu'à défaut d'accord local, la recomposition s'effectue selon les règles de droit commun ;
Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 9 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTIONS

approuve l'accord local fixant à **46 sièges** la composition du conseil communautaire et la répartition suivante :

Communes	Nombre de conseillers communautaires
Commune Saint-Satur	3
Commune Boulleret	3
Commune Sancerre	3
Commune Savigny-en-Sancerre	2
Commune Léré	2
Commune Belleville-sur-Loire	2
Commune Bannay	2
Commune Sury-en-Vaux	1
Commune Sury-près-Léré	1
Commune Veaugues	1
Commune Jars	1
Commune Ménetou-Râtel	1
Commune Santranges	1
Commune Crézancy	1
Commune Sainte-Gemme-en-Sancerrois	1
Commune Sens-Beaujeu	1
Commune Subligny	1

Commune Barlieu	1
Commune Feux	1
Commune Thauvenay	1
Commune Verdigny	1
Commune Bué	1
Commune Sury-ès-Bois	1
Commune Vinon	1
Commune Ménétréol-sous-Sancerre	1
Commune Jalognes	1
Commune Saint-Bouize	1
Commune Le Noyer	1
Commune Villegenon	1
Commune Dampierre-en-Crot	1
Commune Couargues	1
Commune Concressault	1
Commune Assigny	1
Commune Gardefort	1
Commune Thou	1
TOTAL	46

A l'unanimité (pour : 9 contre : 0 abstentions : 0)

3/Adhésion à la mission Archives du Centre départemental de gestion du Cher

Madame Le Maire expose que conformément aux articles L.212-6 à L.212-10-1 du Code du patrimoine, les collectivités territoriales et leurs établissements publics locaux ont l'obligation de conserver et de mettre en valeur leurs archives publiques.

La gestion de ces archives se fait sous le contrôle scientifique et technique de l'Etat et dans le respect de la législation en vigueur en matière d'archives.

Eu égard à la complexité et la technicité de cette mission, l'article L.452-40 du Code général de la fonction publique offre la possibilité aux collectivités territoriales et aux établissements publics locaux affiliés ou non affiliés de recourir au Centre de gestion pour l'accomplissement de cette mission.

Dans ce cadre, le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Cher a créé par délibération du 13 novembre 2024 une mission d'aide à l'archivage pour accompagner et conseiller les collectivités dans ce domaine.

Cette aide comprend, au choix,

La prestation complète comprend :

- Le classement des archives (tri, élimination, classement intellectuel et matériel) et la rédaction des instruments de recherche
- Le récolement réglementaire à la suite des élections municipales
- Le dépôt aux Archives Départementales
- L'élimination des archives concernée
- La formation des agents, interlocuteurs désignés par la Collectivité, au cours de la mission

Les prestations à la carte proposées sont les suivantes :

- Le récolement réglementaire à chaque élection municipale
- La préparation d'un dépôt (tri, classement, conditionnement, inventaire sommaire) aux Archives Départementales
- L'opération d'élimination réglementaire d'archives
- Les travaux de classement partiel : archives d'un service (par exemple, urbanisme) ou archives conservées dans un local spécifique
- L'élaboration d'outils (plan de classement des archives courantes, répertoire numérique, documents utiles pour la gestion ultérieure des archives)
- La formation des agents (sensibilisation aux archives ou thématiques particulières comme la tenue des registres des délibérations, par exemple)
- Les études et conseils (aménagement de locaux, déménagement, gestion de sinistre, reliure et restauration, communicabilité)

La prestation d'opération de maintenance consiste à :

- Collecter, trier, éliminer, classer et inventorier les archives produites depuis la dernière intervention de l'archiviste
- Mettre à jour les instruments de recherche.

A l'issue de l'audit dans la Collectivité qui permet d'évaluer le volume de travail et de quantifier le nombre de jours nécessaires au traitement des archives, une proposition technique et financière est adressée à la Collectivité, qui valide sa demande à l'aide d'un bon de commande.

Le choix de la collectivité se porte tout d'abord sur l'audit

Cette mission archives constitue une mission facultative du CDG 18. Conformément à l'article L.452-30 du Code général de la fonction publique, son financement fait l'objet d'une convention conclue entre le CDG 18 et la collectivité territoriale.

Au regard de ces éléments et dans l'intérêt de bénéficier de l'ensemble des prestations décrites ci-dessus, il est donc proposé au Conseil municipal de confier l'audit au centre de gestion et d'autoriser Madame le Maire à signer la convention jointe en annexe.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111, L.1111-1 et L.2121-29,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment, ses articles L.452-30 et L.452-40,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du 13 novembre 2024 du Conseil d'administration du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale du Cher relative créant une mission d'aide à l'archivage pour accompagner et conseiller les collectivités dans ce domaine,

Considérant la complexité de ce domaine d'activité et la nécessité de confier cette mission à un personnel dédié et spécifiquement formé,

Considérant qu'en application de l'article L.452-40 du Code général de la fonction publique, le CDG 18 propose cette mission facultative à l'ensemble des collectivités et établissements du Cher qui le demandent,

Considérant la nécessité de conclure une convention entre la commune de Thauvenay et le Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale du Cher,

Sur le rapport de Madame le Maire, après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

DÉCIDE

Article 1 :

De confier la gestion des archives à la mission archives du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale du Cher.

Cette prestation comprendra dans un premier temps l'audit

Article 2 :

D'autoriser Madame Le Maire à signer la convention afférente à ces prestations, jointe en annexe à la présente délibération

Article 3 :

Que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal

Article 4 :

Madame le Maire est chargée de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

Madame le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif d'Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://telerecours.fr> (pour : 9 contre : 0 abstentions : 0)

Questions diverses :

Complément de compte-rendu:

Madame le maire fait un point sur l'avancement des travaux des lavoirs, tout avance bien seulement on s'est questionné sur la haie du square Marcel Candré car nous ne l'avions pas évoqué lors des préparations et du coup nous allons la maintenir, mais la tailler plus petite.

Séance levée à: 20 :00

En mairie, le 30/06/2025

Le Maire

Gabrielle MATTELLINI

The image shows a handwritten signature in black ink, which appears to read 'Mattellini', written over a blue circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE THAUVENAY' at the top and 'CHER' at the bottom, with a central emblem.